



Compte-rendu de la mission du 9 au 17 octobre 2023

Fiche 4 : OUORO

Rencontres avec nos correspondants (Paul BAMOGO et Alphonse SAMA) et AG au village, 13/14/15 octobre

Cette fiche fait la synthèse des informations recueillies dans les dialogues avec nos correspondants locaux (à Koudougou les 13 et 15 octobre) et lors de nos débats avec les villageois de Ouoro rencontrés sous l'arbre à palabres le samedi 14 octobre.

Une large assemblée des groupements de femmes a pu avoir lieu en raison d'une réunion des groupes SECCA (système d'épargne communautaire et de crédit autogéré) et nos correspondants avaient organisé un ODJ en 4 points : alphabétisation, warrantage (entrepôt communautaire), AUE (association des usagers de l'eau) et Assemblée générale.



Une seule des thématiques n'a pas pu être abordée, celle de l'eau, en raison de l'indisponibilité du **responsable de l'AUE, Josué, qui venait coup sur coup de perdre un fils (dengue) et un neveu (mort au combat dans les récents accrochages de Koumbri)** : sur cette thématique de l'eau, les remarques recueillies ne l'ont été que par le dialogue avec nos correspondants.

Nous vous proposons un lien pour chaque activité abordée vers un article qui en fait la synthèse sauf pour l'AUE parce que nous n'avons pas encore pris le temps de composer un article (nous vous promettons d'en faire l'article de synthèse en novembre).

Alphabétisation

Une nouvelle session va donc recommencer en janvier 2024. Entre temps, nous avons acté **une formation longue (de 14 jours)** qui devrait se faire entre novembre et décembre pour quatre personnes : **trois formatrices** dont deux étaient présentes à la réunion, la troisième était retenue à Rogho (village voisin) par une autre réunion (excusée) et **le superviseur du site** (Sayouba Nebié).

Le dialogue a pu déboucher sur un certain nombre d'informations utiles :

- La vérification en commun du **cahier d'emprunts des documents en moore**, destinées à consolider les compétences en lecture, montre que des « sorties » existent, mais qu'elles restent encore trop peu nombreuses et qu'une sensibilisation doit être menée sur cette question ;

- Nous avons aussi pu pointer quelques **problèmes relevés à l'aune des résultats de juin 2023**. Pour rappel : 18 femmes + 2 hommes candidats libre ont eu leur diplôme, 7 ont échoué, 5 ne se sont pas présentées.
 - o une candidate semblait avoir passé et réussi l'examen deux années de suite, mais il s'agit d'une erreur d'identité au moment des inscriptions, erreur que Sayouba tente de corriger avec les autorités responsables ;
 - o une autre candidate (Monique NEBIE) a bien échoué alors que ses tests aux examens blancs étaient positifs (stress de l'examen ?)
 - o Une autre (Françoise NEBIE) n'a pu composer car quelques jours avant l'examen, elle a dû rejoindre son mari en Côte d'Ivoire.
 - o Quelques femmes n'ont pu composer faute d'actes de naissances en règle
- Cette discussion a permis ensuite de définir des axes de travail pour le recrutement de la nouvelle session :



- o **Réserver 5 places pour des femmes ayant réussi la certification** dans l'ancienne formule (en deux fois 45 jours) et qui souhaiteraient se représenter avec la nouvelle formule pour passer cette fois un examen ouvrant sur un diplôme qui donne des possibilités d'activités en mairie entre autres.
 - o **Prioriser les redoublements aux plus méritantes** et susceptibles de réussir en reprenant leur année, 4 ou 5 noms ont été identifiés, (l'incertitude portant sur le retour au village de Françoise NEBIE). Cinq femmes peu présentes, parfois perturbatrices, issues du groupement Wend La Konta, déjà redoublantes, ne s'étant pas présentées à l'examen sont à écarter.
 - o Enfin, prioriser dans le recrutement de nouvelles apprenantes des **candidates jeunes** ayant pu à un moment ou à un autre avoir eu une fréquentation scolaire même ponctuelle dans leur enfance.
 - o Vérifier avant le démarrage des sessions que toutes les femmes inscrites disposent bien **des documents officiels requis** (leur acte de naissance).
 - o Favoriser la présence d'hommes en **candidats libres** comme l'an dernier.
 - o S'ouvrir éventuellement si le besoin s'en fait sentir à des femmes de **Rialo** ou **Ouetin** (villages proches).
- Il apparait en effet que dans les analyses des résultats de la session passée qui furent certes bons, **on mesure la difficulté à obtenir cet examen à l'issue d'une session de 90 jours** :
 - o 10 des 18 femmes étaient en situation de redoublement de cette session sur 90 jours
 - o 2 femmes avaient été certifiées en 2021 et venaient pour se présenter à cette nouvelle épreuve
 - o **Seules 6 femmes ont réussi cet examen alors qu'elles le présentaient pour la première fois** (ce qui est aussi le cas des 2 hommes en candidats libres)
 - D'où l'importance que va revêtir **le choix des candidates** à la nouvelle session et la formation longue qui sera dispensée aux encadrants afin de consolider leurs compétences. La prochaine session 2024 nous en dira plus sur les effets de ces mesures de cadrage.

Pour nous, Mil'Ecole, cette alphabétisation est importante pour **former des compétences et des femmes** (et éventuellement des hommes) **aptés à prendre en charge les différentes activités menées au village** dont nous souhaitons qu'elles se développent en autonomie croissante. Ça se fait déjà sentir dans leur capacité d'autonomie pour la tenue des cahiers des groupes d'épargne communautaire et de crédits autogérés (SECCA).

Warrantage

Nous avons pu faire le point avec le Comité de gestion et visiter l'entrepôt et son aire de séchage

Sensibilisation dans les quartiers et rappel du fonctionnement

- **Une sensibilisation va commencer dans la dernière quinzaine d'octobre** (conduite par le formateur et Saouyba NEBIE au nom du comité villageois de pilotage) : elle se déclinera en **7 réunions de quartier** pour sensibiliser les paysans à l'intérêt de cet entrepôt communautaire à la veille des récoltes (novembre).
Rappel : il s'agit de **favoriser le dépôt de récoltes dans un site sécurisé et gardé** afin de profiter de prix plus intéressants entre trois et quatre mois après les récoltes. L'entrepôt peut percevoir soit **un simple droit de garde des sacs** (50 fcfa par sac), soit verser aux paysans qui peuvent en avoir besoin **une avance sur recette** qui sera ensuite remboursée avec un petit intérêt au moment de la vente. En stockant leurs récoltes sous la surveillance d'un comité de gestion, **l'objectif est que la valorisation des récoltes profite aux producteurs et non aux commerçants spéculateurs.**
- L'an dernier, comme en raison des travaux, l'entrepôt n'a été inauguré que fin février 2023, les dépôts ont été peu nombreux quatre mois après les récoltes, il était donc nécessaire, par cette **nouvelle campagne de sensibilisation** de dynamiser le projet à la veille des récoltes. Nous sommes conscients que le bilan de son fonctionnement demandera sans doute deux ou trois ans pour conclure à sa réussite



- Si l'accès à **l'entrepôt sera prioritairement possible pour les familles liées aux groupements féminins du village** que nous accompagnons depuis 2015, il est évident qu'il est aussi ouvert à tous les producteurs villageois ; **le seul interdit est le dépôt de sacs acquis par des commerçants...**Cela a été clairement dit et redit lors de nos discussions, d'autant qu'il semble bien que certains commerçants ont approché nos correspondants locaux.
- **C'est au comité de gestion de communiquer des dates claires de dépôt des récoltes**, mais aussi **des dates pour les ventes collectives** qui se feront en présence des déposants dans un souci de clarté et de transparence financière ; bien entendu, il est toujours possible aux déposants de décider eux-mêmes de prendre en charge la vente de leurs sacs (pour ceux déposés en simple location de l'entrepôt) voire de les récupérer pour leur consommation personnelle (l'entrepôt est aussi un outil de conservation des récoltes plus efficace que les greniers traditionnels)

Gestion financière et gestion des stocks

- **Nous avons pu voir avec le Comité de gestion les cahiers** qu'ils tiennent pour gérer les stocks déposés et avons pu noter qu'il leur manquait sans doute **un cahier de journal de comptes clair** : Edith, sur la base du travail accompli avec les cahiers bilingues (français et moore) du dispositif d'épargne communautaire (SECCA) a donc élaboré un modèle transmis à Alphonse SAMA qui en assurera la diffusion et l'explication auprès du Comité de gestion. Il a aussi été

suggéré de disposer **d'une petite caisse** pour la gestion courante des dépôts simples, cad sans avance sur recettes, afin d'éviter les ouvertures trop fréquentes du coffre-fort acquis pour sécuriser le fonds de roulement.

- **Nous nous sommes engagés à suivre pendant trois ans** à compter de la campagne agricole 2023/2024 le fonctionnement de cet entrepôt
 - o Sur notre budget 2024 nous allons donc prévoir de financer **le salaire du gardien** sur une année, salaire qui sera ensuite dès 2025 pris en charge par le Comité de gestion
 - o Nous suivrons aussi **les besoins en termes de fonds de roulement** (le fonds qui est destiné à financer les avances sur recettes) et à le réalimenter si besoin était, sachant que ce fonds de roulement devrait lui aussi s'auto-alimenter rapidement.
Actuellement le comité de gestion dispose de 1 900 000 FCFA (env. 2 900 €) dont 1 400 000 sur un compte bancaire et 500 000 dans le coffre-fort pour anticiper les avances de novembre.

- Les groupements de femmes ont pris une initiative intéressante pour assurer un financement du Comité de gestion : **actuellement chaque groupement a déposé plusieurs sacs d'amandes de karité décortiquées qui seront vendus quand les cours seront favorables** et permettront d'assurer un revenu destiné aux frais de fonctionnement du Comité de gestion (formation, déplacements pour négocier des ventes collectives, frais de communication divers)

- **Nous avons demandé à nos correspondants un rapport détaillé de l'activité de l'entrepôt à la date de fin décembre**, avec des photos de l'entrepôt lui-même et des cahiers de stocks et de comptes, afin d'être en mesure d'envoyer à la Guilde/Agence des micro-projets, notre bailleur principal, un rapport final qui débouchera sur le solde de la subvention accordée en 2022 (environ 3 600 €)

Il semble que **quelques défauts soient apparus dans les infrastructures** (une porte coincée en arrière de l'entrepôt et quelques fissures dans l'aire de séchage) : rappel a été fait de contacter le constructeur pour reprendre ces travaux avant la réception définitive des travaux qui aura lieu en février 2024 et cela déterminera donc le versement de la retenue de garantie de 10% des travaux.

Les autres points abordés lors de l'AG

SECCA (Système d'épargne communautaire et de crédits autogérés)

- A notre grande satisfaction, **ce dispositif a fonctionné cette année en autonomie totale**, même M. BADOLO, le formateur initial qui depuis deux ans était rétribué par les groupements eux-mêmes (hors de tout apport de Mil'Ecole) ne semble presque plus intervenir autrement que ponctuellement. **Sayouba devrait prochainement transmettre un état des lieux précis de ce dispositif** à nos correspondants (nombre de groupe d'épargne fonctionnant, nombre de femmes impliquées, recettes distribuées en 2023...).
- Signalons qu'une femme de **RIALO** (village voisin), qui a été formée (et certifiée) en alphabétisation lors de la première session et qui assiste régulièrement aux AG en notre présence, nous a transmis l'information qu'elle a pu aider la mise en place de quatre groupes SECCA dans son village qui fonctionnent eux aussi en pleine autonomie.



Moulin communautaire

- C'est un peu le serpent de mer de nos réunions tant son fonctionnement a obéi depuis son installation en 2017 à une logique du stop and go...pas simple surtout depuis l'accident qui a rendu indisponible le dernier meunier et bloqué le moulin depuis plusieurs mois.



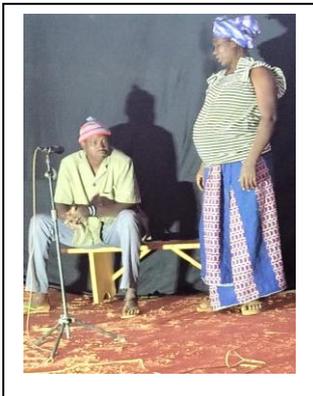
Des femmes sont intervenues lors de l'AG pour une possible remise en route du moulin (urgence au vu de la proximité des récoltes) : une remise en route qui pourrait être possible en associant **un nouveau meunier** (trouvé) et **une femme volontaire pour l'assister** dans la gestion du moulin (elle aussi définie) : mais il serait nécessaire de **remettre l'outil de production à niveau**. Il a été demandé à nos correspondants de faire monter de toute urgence au village un technicien pour évaluer cela et imaginer un co-financement possible de cette remise à niveau technique.

Elevage solidaire



- Entre novembre et décembre, interviendra **le dernier transfert d'animaux co-financé par Mil'Ecole** (volailles et chèvres). A l'issue de ce dernier transfert, 153 foyers devraient être dotés de lots de volailles et 81 de lots de chèvres. Comme l'an dernier, le groupement d'éleveurs masculin va financer ce transfert en toute autonomie et nous espérons d'ici là sensibiliser les groupements féminins à faire de même en fin d'année 2024 pour que ce dispositif puisse se poursuivre en toute autonomie.

Sensibilisation aux questions de la population



- Cette action que nous menons depuis quelques années déjà en relation avec les services de l'éducation nationale et de la santé sera **reconduite en janvier février 2024** : les financements sont provisionnés et seront versés d'ici la fin de l'année 2023 afin de préparer au mieux cette nouvelle session conduite avec **le théâtre Ancien de Koudougou pour les animations village**. Ce sera à nos correspondants de définir le périmètre des interventions entre les sites de **Sabou et Sourgo**, voire de reprendre des actions autour de **Réo**. Nous pensons solliciter pour cela **la Fondation Orange** qui affichait un appel d'offres sur la santé des femmes pour septembre, mais cet appel d'offres semble avoir été reculé au 29 décembre 2023 (on suit cela de près).

AUE La question de l'Association des usagers de l'eau.

En raison de l'indisponibilité compréhensible de Josué, nous n'avons abordé ce sujet qu'avec nos correspondants.

Les difficultés

Rappel : **l'an dernier nous avons suspendu le projet pour une double raison** : la difficulté en année 2 à percevoir des cotisations par forage et la concurrence d'un projet d'AEPS (Accès à l'Eau Potable Sécurisé : réseau composé d'un forage central et d'une série de bornes fontaines) annoncé sur le village. De plus, **la suspension des aides de l'Agence de l'eau en 2023** a rendu de toute façon financièrement plus difficile la poursuite de ce projet de remise à niveau des forages du village conçu en cofinancement (70% pour Mil'Ecole et 30% pour l'AUE).

C'est un dossier complexe et nous avons découvert que **cette question de l'eau dans les villages amène souvent des conflits avec certains des appareils politiques** qui font de l'eau leur argument en vue de la collecte des votes lors des élections. Certes dans la situation actuelle, les élections ne sont plus au programme tant que la « transition » dure, mais les appareils politiques « dormants » sont toujours en place. Cela suscite donc parfois des

blocages et des activités qui ralentissent la structuration d'une gestion communautaire de l'eau. **C'est bien ce qui semble avoir eu lieu à Ouoro autour du forage 18 et de l'action de l'actuel CVD du village** (que nous rencontrons très peu parce qu'il nous évite) : dans son quartier le forage a refusé d'intégrer l'AUE et autofinance son entretien (avec apport extérieur sans doute lié à un appareil politique dormant), mais il diffuse aussi des informations ralentissant l'adhésion des autres à l'AUE (le projet d'AEPS).

Notre position

Néanmoins, **nous gardons l'œil sur l'AUE et ses évolutions futures** : dans un premier temps, il s'agit de réfléchir au cas des usagers du **forage 9** qui ont cotisé et ont dû malgré tout financer eux-mêmes la remise à niveau de leur forage (il est évident alors qu'il faut rechercher avec l'AUE, une forme de compensation)...

C'est à la population, et donc à l'AUE, de faire des choix clairs en fonction ou non de la réalisation de l'AEPS (qui pourrait déboucher sur des bornes fontaines), solution dont on sait qu'elle est plus coûteuse pour les populations que les forages manuels.

Si d'aventure l'AUE décide de reprendre un système de cotisation par forage en intégrant uniquement les forages volontaires (idée d'une AUE partielle en somme), nous avons redit être disponibles à une étude de remise à niveau en co-financement et en fonction de nos moyens propres. Les deux premières campagnes ayant permis tout de même de remettre à niveau 8 des forages du village, s'ajoutant aux 3 en bon état sur un total de 18 forages... A suivre donc avec Josué et nos correspondants.



AGR (Activités Génératrices de Revenus)

- Ces dispositifs fonctionnent de façons très contrastées : les deux groupements associés à la **fabrication de soumbala** (épices traditionnelles à base de graines de neere) fonctionnent plutôt bien et régulièrement, les deux groupements équipés pour la **transformation des amandes de karité** fonctionnent sur deux cylindres et se limitent souvent au stockage et à la revente d'amandes brutes non transformées, n'y ajoutant que de la fabrication de savon pour les besoins des familles des groupements.



La situation est plus critique pour **les activités d'embouche** : dans le groupement Wend La Konta, **l'embouche porcine** a été clairement un échec sauf pour une femme (plus éduquée que les autres car elle a été jusqu'en classe de première) qui poursuit l'activité hors des structures d'un groupement défaillant. Le groupement Sougrinooma avait repris ses activités **d'embouche ovine** (moutons), mais semble avoir été victime cette année de la livraison d'un lot d'animaux pas vraiment en bonne santé...dans la pratique, ce sont les hommes qui négocient l'achat d'animaux et ce groupement féminin semble avoir été victime de la mauvaise gestion de cet achat par un homme du quartier ! Nos correspondants suivent cette affaire en liaison avec l'agent d'élevage.

Solliciter des financements locaux

C'est une orientation que nous tentons de prendre avec l'appui de nos correspondants

- Nous l'avons fait vis-à-vis du **FONAENF** pour la seconde année consécutive afin de **tenter un co-financement de notre centre d'alphabétisation** et sommes en attente d'une réponse éventuelle pour 2024 qui dépendra beaucoup de fonds nouveaux alloués au FONAENF qui gère l'alphabétisation en langues nationales.
- Nous allons aussi étudier d'ici la fin du mois d'octobre **un appel à projet de l'Agence de l'eau du Mouhoun** qui porterait sur les stratégies d'adaptation aux changements climatiques en s'appuyant sur nos réalisations passées et en prévoyant des approfondissements ou des ajustements. Par exemple :
 - **pour les foyers améliorés** en développant une campagne de construction de foyers pour grosses marmites (une par groupement pour les fêtes, une collaboration possible aussi avec les dolotières du village),
 - **Pour l'élevage solidaire** en développant des formations sur la transformation des tiges de mil en fourrage
 - **Pour la conservation des sols** avec des formations en RNA (qui consiste à conserver, pendant la période de culture agricole, quelques semis, drageons ou rejets des espèces forestières locales préexistantes et de favoriser leur croissance par des pratiques de sarclage sélectifs, d'éclaircie et d'élagage) et en agroforesterie (replanter des arbres dans les champs)...

<https://www.mediaterre.org/afrique-ouest/actu,20130404010006.html>

Intervention du chef du village

A noter en ouverture de l'AG et surtout en conclusion, **une intervention très constructive du chef du village** qui a encouragé les femmes et les populations locales à s'impliquer dans l'ensemble des projets développés par Mil'Ecole et le comité de pilotage villageois : alphabétisation SECCA, Warrantage (entrepôt communautaire), Elevage solidaire, AGR...etc, et qui a félicité nos deux correspondants locaux pour la qualité du travail accompli depuis 2015.



Pour voir l'ensemble de nos activités sur le village de Ouoro depuis 2014 :

<https://www.milecole.org/accueil/sites-dactivite/article-ouoro/>